

Alerte sur le projet du président Macron pour l'Enseignement supérieur et la Recherche

Le SNESUP-FSU prend acte de la création d'un ministère de plein exercice pour l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR) au sein du gouvernement. Cependant, les réformes que le gouvernement se donne pour objectifs, conformément aux orientations définies dans le programme d'Emmanuel Macron, sont inquiétantes. Le SNESUP-FSU alerte l'ensemble de la communauté universitaire et appelle à la mobilisation de chacune et de chacun pour résister à ce projet politique néolibéral et pour imposer d'autres alternatives.

En effet, les réformes susceptibles de figurer sur la feuille de route de la nouvelle ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Frédérique VIDAL, s'inscrivent pleinement dans la logique des politiques conduites ces dix dernières années. Dans l'hypothèse où la majorité issue des élections législatives le permettrait, elles en aggraveraient les aspects les plus nocifs pour le fonctionnement et pour les valeurs du Service public :

- alors que le nouveau président de la République prétend « sanctuariser » **le budget de l'ESR**, il **refuse la nécessaire croissance de ce budget**, ne serait-ce que pour tenir compte de la hausse à deux chiffres du nombre d'étudiants au cours des cinq dernières années et de la poursuite de cette progression ;
- il promet **un nouveau développement du financement de la recherche sur appels à projets**, au détriment des crédits récurrents pour tous, **creusant ainsi les inégalités** de moyens humains et financiers ;
- il envisage la **contractualisation** comme outil principal de détermination des moyens alloués aux universités, **renforçant ainsi les inégalités territoriales et la concurrence entre les établissements** avec le risque, pour les petites et moyennes universités, d'une plongée dans une situation budgétaire encore plus critique.

De manière générale, l'ancien ministre de l'Économie - lequel avait soutenu le dispendieux Crédit Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE : plus de 20Md€ par an), et l'improductif Crédit Impôt Recherche (CIR : près de 6Md€ par an) - adhère complètement à un modèle néolibéral qui favorise largement le secteur privé et démantèle la Fonction publique. Il en va ainsi de la croyance en **une autonomie débridée**, que le programme d'Emmanuel Macron se propose de décliner à tous les niveaux :

- autonomie administrative des universités pour **recruter librement les enseignant.e.s-chercheur.e.s** (avec disparition du CNU et mise en question du statut de fonctionnaire d'État) ;
- **nomination des président.e.s d'université par des Jurys internationaux** (avec des salaires au niveau du marché international), hors de tout processus électoral, bafouant la démocratie universitaire ;

- autonomie financière des établissements, incités à gérer **leur patrimoine immobilier**, à développer les **partenariats public-privé** et autorisés à recourir à **l'emprunt** ;
- autonomie pédagogique des universités avec un projet radical de libéralisation des offres de formation et de mise en place de la **sélection en licence**, dont on nous promet dès aujourd'hui des expérimentations¹...

Ce sont autant de mesures déjà amplement préparées par les réformes de ces dernières années et visant à parachever le travail de destruction des cadres nationaux du Service public de l'ESR.

En outre, la politique de l'ESR du nouveau gouvernement² est destinée à s'inscrire dans le cadre d'une attaque générale contre la Fonction publique en général et contre les statuts des fonctionnaires en particulier. La disparition du ministère de la Fonction publique et son annexion à celui du Budget, piloté par un ministre « Les Républicains » qui a soutenu un programme de suppression de 500 000 postes de fonctionnaires, est un premier signe très inquiétant. Cette attaque trouvera sa traduction concrète dans :

- la **suppression annoncée de 120 000 postes de fonctionnaires** ;
- l'alignement du régime des **retraites** du secteur public sur celui du privé et le **passage à un système par points** ;
- la mise en place d'une **gestion des carrières individualisée** et par conséquent la fin du cadre national des rémunérations : à quand les salaires en fonction des moyens des établissements ?
- **le développement des contrats à durée déterminée** ;
- le recrutement d'au moins un quart **des directrices et directeurs de l'administration centrale en provenance du secteur privé**.

Toutes ces mesures, à l'image de la destruction programmée du code du travail, vont accroître les inégalités et les injustices sociales. Ne laissons pas le gouvernement appliquer ces projets destructeurs, et organisons-nous dès aujourd'hui pour obtenir les moyens de travailler sereinement au service du bien commun, et non au profit d'une poignée de privilégié.e.s !

Rejoignez le SNESUP-FSU pour lutter avec nous pour de meilleures conditions de travail, des rémunérations décentes, et les moyens humains et financiers pour accueillir tou.te.s les étudiant.e.s qui aspirent à faire des études supérieures dans un Service public de l'ESR, laïc et gratuit. Les principes d'indépendance de la recherche et de démocratisation de l'Enseignement supérieur doivent être défendus plus que jamais ! ■

Pour en savoir plus sur nos propositions pour l'ESR :

[http://www.snesup.fr/sites/default/files/fichier/propositions_pour_le_developpement_du_service_public_desr - supplement_mensuel_ndeg_653 - mars_2017_0.pdf](http://www.snesup.fr/sites/default/files/fichier/propositions_pour_le_developpement_du_service_public_desr_-_supplement_mensuel_ndeg_653_-_mars_2017_0.pdf)

1. <https://www.lesechos.fr/politique-societe/gouvernement/030344346959-lexecutif-pret-a-tester-la-selection-a-luniversite-2088557.php#xtor=CS1-31%232CqDBD7EL28elczz.01>
2. <https://en-marche.fr/emmanuel-macron/le-programme/enseignement-superieur-recherche>